

En mouvement 5 Histoire 6-7 Écologie 8 Culture 14

**MARAD:**  
révolte, justice et  
solidarité

Le Parti socialiste  
face aux crises  
et au néolibéralisme

Le loup  
à bon dos

Questionner  
l'entre-soi dans  
le théâtre public



Édito

## DES ARMES AU LIEU DE CRÈCHES

**D**epuis deux ans, un large consensus existe au sein du patronat suisse et de ses relais politiques – l'UDC, le PLR et le Centre – pour augmenter massivement les dépenses militaires d'ici 2030 : d'environ 5 milliards de francs actuellement, à 9 ou 10, certains prônant même 15 milliards.

La bourgeoisie helvétique veut faire exploser les dépenses

d'armement pour quatre raisons. Premièrement, dans cette période de quasi-stagnation économique, cela fournira de juteuses commandes à l'industrie suisse; Ensuite, comme une partie importante des achats sera passée auprès de l'Union européenne et des États-Unis, ceux-ci pourront servir de monnaie d'échange afin d'obtenir des concessions sur d'autres plans,

notamment économique; Plus généralement, dans le cadre de la promotion du militarisme par l'Union européenne, sous prétexte de l'infâme guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, la bourgeoisie helvétique ne veut pas apparaître comme un « ventre mou » au cœur de l'Europe; Enfin, il s'agit de remilitariser la société et les esprits suisses, surtout parmi les jeunes.

Comment financer cette explosion des dépenses militaires? C'est ici que les associations patronales, les partis bourgeois et le Conseil fédéral (sociaux-démocrates compris) jouent leur sinistre comédie habituelle.

Acte I, on hurle à la catastrophe : « *Il n'y a plus d'argent, les déficits et la dette vont s'envoler, la Confédération court à la ruine* ». Tromperie sur toute la ligne ! D'abord, ce sont les mêmes qui vident systématiquement les caisses de l'État en diminuant les

National

3

## DIPLOMATIE SUISSE PRO-ISRAËLIENNE

impôts sur les riches et les entreprises. Ensuite, lors de la débâcle de Credit Suisse en mars 2023, le Conseil fédéral et la BNS ont mis 209 milliards sur la table pour stabiliser la place financière suisse. Enfin, les chiffres sont clairs : entre 2007 et aujourd'hui, le niveau d'endettement brut de la Confédération a diminué – en dépit du covid ! – passant de 21 % à 18 % du PIB. Une situation idyllique en comparaison internationale.

Acte II, pour se donner des apparences de légitimité, le Conseil fédéral nomme un groupe d'« expert-es » aux ordres, composée de quatre néolibéraux purs et durs – lesquels plaident depuis des années en faveur de l'austérité budgétaire – auxquels on a ajouté l'inévitable caution sociale-démocrate. Le 5 septembre dernier, ledit groupe publie ses conclusions qui – quelle surprise ! – correspondent quasiment à la virgule près à ce que le patronat réclame depuis ce printemps : un paquet de 60 mesures d'économie pour un total de 5 milliards.

Acte III, le 20 septembre, le Conseil fédéral annonce un programme d'austérité pour 2027. Ce programme reprend 90 % des propositions du groupe d'« expert-es » et consiste, pour l'essentiel, à couper dans les dépenses sociales et écologiques : suppression de la subvention fédérale pour les crèches (près d'un milliard de francs); diminution des dépenses pour l'asile et l'aide au développement des pays pauvres (800 millions); baisse des contributions à la politique de lutte contre le réchauffement climatique (400 millions); restriction des subsides pour l'AVS et l'assurance-maladie (400 millions) et ainsi de suite.

L'acte IV aura lieu au Parlement où la majorité bourgeoise ne modifiera sans doute pas substantiellement ce programme.

Il sera important de se mobiliser contre ce énième plan d'austérité et de former une coalition de toutes les forces décidées à le combattre, dans les urnes évidemment, mais aussi dans la rue.

Sébastien Guex

# AGENDA

## Genève

TOUS LES MARDIS  
RASSEMBLEMENT PALESTINE  
18 h – 19 h Fontaine de Bel-Air

DI 29 SEPT.  
2<sup>e</sup> JOURNÉE DE RENCONTRES  
POUR UNE PALESTINE LIBRE  
14 h – 21 h Zoo (Usine)

DI 29 SEPT.  
COURSE-RELAJ NYON → GENÈVE  
CONTRE L'ÉLARGISSEMENT  
DES AUTOROUTES  
10 h Nyon (départ)  
15 h Genève (arrivée Quai Wilson)  
Org.: Actif-traffic

SA 19 OCT.  
GRANDE MANIFESTATION  
POUR LA PALESTINE  
14 h 30 Place de Neuve

## Neuchâtel

SA 28 SEPT.  
GRANDE OUVERTURE  
DE LA BIBLIO LIBRE  
+ Teuf  
Neuchâtel-Serrières

MA 9 OCT.  
GRANDE MANIFESTATION  
EN SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE  
PALESTINEN  
17 h 30 Fontaine de la Justice

## NATIONAL

SA 5 OCTOBRE

# MANIFESTATION CONTRE LES MÉGA-AUTOROUTES

GENÈVE  
13 H 30  
PLACE DU RHÔNE

LAUSANNE  
13 H 30  
PLACE DE LA GARE

## REJOIGNEZ-NOUS!

Marre de rester simple spectateur-ice-x, envie de participer, d'une manière ou d'une autre, à la construction d'un autre monde? Alors n'hésitez pas, rejoignez solidarités!  
→ solidarites.ch/rejoignez-nous

## AVEZ-VOUS BIEN PAYÉ VOTRE ABONNEMENT?

Votre journal a besoin de vous! Merci de vous assurer que votre abonnement pour l'année est bien réglé!  
→ Sur notre site: solidarites.ch/abonnements  
→ Par Twint, en scannant ce QR code



NOV.  
VE 1<sup>er</sup>  
CHARLES PIAGET ET LA LUTTE  
DES LIP: UNE EXPÉRIENCE  
RICHE POUR NOURRIR  
LES MOBILISATIONS  
D'AUJOURD'HUI  
Conférence de Théo Roumier  
18 h 30 Le Labo de l'ABC,  
La Chaux-de-Fonds

## Vaud

MA 1<sup>er</sup> OCT.  
ACTION DE SOLIDARITÉ AVEC LES  
SALARIÉ·ES DU MUSÉE ROMAIN  
DE LAUSANNE-VIDY  
17 h 30 Hôtel de ville de Lausanne

JE 3 OCT.  
LES ENJEUX DE L'ÉLECTION  
ÉTASUNIENNE  
Café politique avec Janick Marina  
Schaufelbuehl, professeure  
à l'Université de Lausanne, spécialiste  
de l'histoire des États-Unis  
20 h Maison du Peuple, salle Rosa  
Luxemburg, Lausanne

SA 19 OCT.  
GRANDE MANIFESTATION  
POUR LA PALESTINE  
14 h 30 Place de Neuve

## National

SA 28 SEPT.  
« ENTRE NOUS PAS DE FRONTIÈRES! »  
MANIFESTATION  
14 h Schützenmatte, Berne  
Org.: SOSF

Impressum  
Éditeur  
Journal solidarités  
Case postale 2089  
1211 Genève 2  
T +41 22 740 07 40  
E journal@solidarites.ch  
W solidarites.ch/journal

Titrage  
5 000 exemplaires  
17 n° par an  
Comité éditorial  
Clara Almeida Lozar  
Nadia Badocoui  
Clément Bindschadler  
Guillaume Matthey  
Carl Studer

Noémie Rentsch  
José Sanchez  
Thomas Vochter  
Maquette et mise en page  
Rafaelle  
Luna Alloua  
Pierre Conscience  
Nathalie Delbrouck  
Anouk Essyad  
Zélie Stauffer

Abonnements  
Animel  
Étudiant·es, chômeur·euses, AVS/Al...  
Soutien  
3 mois à l'essai  
Pour payer: CCP 17-216950-1  
IBAN CH28 0900 0000 1721 6950 1  
Demandes d'abonnement et changements d'adresse:  
↳ abos@solidarites.ch

Contacts régionaux du mouvement  
Genève  
25, rue des Gares  
Case postale 2089  
1211 Genève 2  
T +41 22 740 07 40  
E info@solidarites.ch  
W solidarites.ch/genève

Neuchâtel  
Case postale 3105  
2001 Neuchâtel  
T +41 79 473 83 81  
E ne@solidarites.ch  
ne\_hout@solidarites.ch  
W solidarites.ch/ne

Vaud  
5 place Chauderon  
1003 Lausanne  
T +41 79 302 38 34  
E vaud@solidarites.ch  
W solidarites.ch/vaud



Viola Amherd et Ignazio Cassis lors de la 79<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies, 24 septembre 2024. La première a prononcé un discours affirmant qu'il faut considérer « le droit international humanitaire comme une priorité absolue »...

National International

# DIPLOMATIE SUISSE PRO-ISRAÉLIENNE

**Le mois passé a été riche en décisions droitières et pro-israéliennes de la part des autorités fédérales : abstention à l'Assemblée de l'ONU sur le vote relatif à la fin de l'occupation en Palestine; coupe de tout budget à l'UNRWA au Conseil national; volonté réitérée par le Conseil fédéral d'interdiction du Hamas, malgré les critiques de la société civile lors de la consultation.**

Jusqu'ici les élites suisses ont toujours profité d'une forme de neutralité pro-occidentale, mais tolérante envers les mouvements de libération nationale. Les milieux dirigeants suisses prétendaient servir un certain droit international humanitaire, tout en défendant en pratique leurs intérêts nationaux propres, notamment économiques : exportations de produits manufacturés, y compris d'armes, ainsi que de services diplomatiques, bancaires ou de négoce de matières premières.

Par son dernier vote à l'ONU, le Conseil fédéral refuse de donner corps à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice, qui déclare l'occupation et l'annexion des territoires palestiniens et de Jérusalem-Est illicites. La diplomatie suisse s'aligne ainsi sur le belli-

gérant israélien sans rien dire de sérieux sur le bombardement et l'extermination de dizaines de milliers de civils gazaouis, sur la destruction systématique de leurs habitations, écoles, hôpitaux et universités, sur la famine organisée. Elle se tait aussi sur l'utilisation d'engins explosifs dans des lieux publics et privés pour terroriser les populations libanaises et sur les frappes massives d'Israël dans la région.

## UNRWA définancée

Depuis ses déclarations de 2018 dans lesquelles M. Ignazio Cassis posait la question « *l'UNRWA fait-elle partie de la solution ou du problème ?* », le Directeur du DFAE reprend les éléments de langage de la diplomatie israélienne et s'aligne sur le gouvernement de Benyamin Netanyahu, dans une complicité

unilatérale lourde de conséquences. Le résultat est le triomphe des arguments de l'UDC et du PLR et de leurs attaques contre l'Office de secours des Nations unies pour les réfugiés de Palestine : La contribution suisse avait été suspendue sans vérifier les accusations portées par Israël, se rangeant immédiatement de son côté. Elle a ensuite été réintroduite, mais rabotée de moitié. Finalement, le Conseil national souhaite sa totale suppression, malgré les conclusions relativement positives du rapport Colonna. L'affaire est désormais pendante au Conseil des États.

## Interdiction du Hamas pour criminaliser le soutien au peuple palestinien

L'interdiction du Hamas est absurde, insoutenable et elle-même

dangereuse. Absurde puisqu'elle s'appliquera sur le territoire Suisse qui n'a subi aucune activité hostile de la part du Hamas et puisque tout soutien, financier ou matériel, destiné à des activités terroristes peut d'ores et déjà être incriminé par un juge sur la base de l'article 260ter ou *quinquies* du Code pénal.

Insoutenable puisqu'elle desservira la recherche d'une autonomie étatique palestinienne, en niant ce qui, de fait, est l'expression de la souveraineté palestinienne à Gaza. Enfin, le projet de loi est dangereux puisqu'il viole le principe de l'État fondé sur le droit qui exige une loi claire et prévisible plutôt que des délégations au gouvernement de dire ce qui est légal ou non. Le caractère flou du projet du Conseil fédéral en fait une mesure autoritaire et arbitraire qui pourra être utilisée contre une multitude d'activistes et de situations.

## La Suisse aux côtés des régimes autoritaires

Notre camp social ne peut être celui de la charité religieuse et des criminelles de guerre, notamment par l'extermination et la prise d'otages de civils. Mais l'objet de cette loi est tout autre. La loi d'interdiction ne sera qu'un outil de plus pour criminaliser la solidarité internationale envers les Palestiniens. Elle viendra consolider la position d'une Suisse ancrée dans une politique internationale aveugle à la violence coloniale, et la placera aux côtés des régimes libérorépublicains : l'Italie et l'Inde se sont abstenus lors du vote de la résolution onusienne, alors qu'Israël, les États-Unis, l'Argentine et la Hongrie s'y sont opposés.

solidaritéS dénonce cette interdiction inutile et sécuritaire. De concert avec les autres organisations de solidarité avec la Palestine, nous appelons à continuer la mobilisation pour la fin immédiate de la guerre contre les Palestiniens et le Liban. Nous continuons à demander la libération des Palestiniens du joug colonial, la fin de l'apartheid religieux infligés aux musulmanes et chrétiennes et la fin de l'occupation israélienne.

Ce sont les conditions essentielles de la possibilité d'une souveraineté étatique qui protège toutes les citoyen·nes s'égaux·ales en droit, du Jourdain à la Méditerranée.

solidaritéS dénonce l'orientation pro-israélienne de la politique de la Suisse défendue par Ignazio Cassis, qui se fait au mépris du droit international et dans une indifférence totale au sort des palestiniens.

Pirat Timide

## NEUCHÂTEL FAIT DU ZÈLE... POUR ENCOURAGER LES JEUNES FEMMES À REJOINDRE L'ARMÉE

Samedi 21 septembre, l'armée a présenté aux jeunes Neuchâteloises de nationalité suisse «les différentes fonctions militaires et les possibilités de formation».

Fier d'œuvrer à l'augmentation des effectifs féminins de l'armée qui restent bien maigres pour l'instant, le canton de Neuchâtel poursuit ses efforts de promotion du service militaire.

À travers ces journées, le Conseil d'Etat cherche à présenter une image d'un canton militariste et aligné derrière l'armée. Pas une seule fois il ne mentionne le service civil. Pas étonnant puisque les autorités s'efforcent de fermer cette voie alternative au service militaire. Ces discours et pratiques militaristes sont issues du département de l'économie, de la sécurité et de la culture, dirigé par le PLR Alain Ribaux, mais tout cela se fait au nom du Conseil d'Etat sans susciter la moindre réaction.

Certain·e·s tentent de promouvoir la participation des femmes à l'armée au nom de l'égalité.

Nous défendons quant à nous une autre conception du féminisme et une autre image du canton. Nous rejetons les valeurs véhiculées par l'armée, le culte du chef, l'obéissance, la soumission. Nous ne voulons pas que l'argent des contribuables soit gaspillé dans la promotion de ces valeurs. Nous voulons en finir avec ces journées militaires. Le féminisme ce n'est pas imiter tous les travers des hommes, mais c'est manifester son indépendance, sa liberté de penser et trouver sa propre voix pour son émancipation.

Ce sont les manifestations féministes et antimilitaristes qui sont la marque du canton de Neuchâtel. Nous y travaillons. ■

## TRANSPORTS PUBLICS: GRATUITS OU PRESQUE, POUR LE CONSEIL D'ÉTAT, C'EST TOUJOURS NON

Après l'invalidation des initiatives fribourgeoise et vaudoise demandant la gratuité des transports publics par le Tribunal fédéral au printemps dernier, c'est au tour de la nouvelle initiative «pour des transports publics presque gratuits» d'être déclarée nulle par le Conseil d'Etat vaudois. Celle-ci demandait que l'Etat garantisse à toute personne habitant le canton de Vaud le droit à un abonnement de transports publics, valable sur l'ensemble du territoire cantonal, dont le tarif annuel n'excède pas le prix de la vignette autoroutière, soit 40 francs.

Dans sa réponse, le Conseil d'Etat a mis en avant l'incompatibilité du projet sur la base du fameux article 81a al. 2 de la Constitution fédérale, qui exige que les prix payés par les usager·ères des transports publics couvrent «une part appropriée des coûts». Au-delà du fait que cette dernière est sujette à débats – qu'est-ce qu'une part appropriée? – et donc une question de rapport de force politique, il s'agit surtout d'une grave violation des droits populaires et démocratiques.

Après l'invalidation de la première initiative «pour des transports publics gratuits», le

Conseil d'Etat semble déterminer à priver le peuple vaudois de se prononcer sur une question pourtant primordiale: celle de l'accès à une mobilité écologique à prix abordable. Or, la jurisprudence du Tribunal fédéral est claire: les gratuités ciblées et les réductions importantes de tarifs restent possibles. Exemple récent à Genève où le Canton prendra en charge, à partir de 2025, la totalité de l'abonnement de transports des jeunes de moins de 25 ans habitant ou étudiant sur le territoire genevois.

Mais si cette mesure permet à une population précaire de se déplacer sans dépenser, elle

n'encourage pas celles et ceux, plus âgé·es, qui continuent d'utiliser leur voiture, principalement pour se rendre au travail. Or, c'est également à cette population que doit s'adresser une politique de mobilité cohérente, qui ne soit pas uniquement faite d'interdictions et de taxes, mais d'alternatives concrètes: interdire les voitures à essence, c'est nécessaire, le faire sans proposer un système de transports publics efficace, peu cher et bas carbone est illusoire.

En pleine urgence climatique, dans une période de baisse des salaires réels et de hausse du coût de la vie, et alors que le Conseil fédéral veut financer à coup de milliards l'extension des autoroutes, le Conseil d'Etat vaudois, irresponsable, joue donc la montre et espère retarder au maximum le lancement d'initiatives dans le domaine des transports publics en se cachant derrière un article constitutionnel qui lui permet de décider arbitrairement du montant qu'il juge approprié.

Face à cette obstination et déterminé à faire aboutir ce projet nécessaire pour la justice sociale et la transition écologique, le comité unitaire se réunira dans les plus brefs délais pour décider de la suite à apporter à cette réponse du Conseil d'Etat et se réserve le droit de déposer un recours auprès de la Cour constitutionnelle du Canton de Vaud. Affaire à suivre!

Térence Durig ■

solidarités Vaud avait largement contribué à l'initiative «Pour des transports gratuits». Dépôt des 14 226 signatures valables, Lausanne, 19 janvier 2022.





Manif Palestine, Genève, 18 mai 2024

En mouvement National Genève

# MARAD: RÉVOLTE, JUSTICE ET SOLIDARITÉ

Le mot *marad* est la racine commune à toutes les langues sémitiques pour « révolte » ou « soulèvement », qui a donné *tamarrud* en arabe et *mered* en hébreu. Reprenant cette symbolique, le collectif homonyme s'est créé il y a quelques mois à Genève. Il regroupe des militant·es juif·ves décoloniaux. Entretien.

**Pouvez-vous présenter Marad ? Comment s'est créé ce collectif et pour quelles raisons ?**

Marad est un collectif qui a vu le jour en mars 2024 à Genève. Nous sommes cinq co-fondateur·ices; nous ne nous connaissons pas auparavant, notre rencontre est issue des manifestations genevoises de soutien à la Palestine qui ont suivi le 7 octobre 2023. Bien que nous millions chacun·e de notre côté, un sentiment d'isolement s'est installé face à l'escalade de violence d'Israël contre la société civile à Gaza. Indignées par l'instrumentalisation de l'antisémitisme et la récupération de nos identités juives à des fins destructrices, il nous a semblé essentiel de se lier au mouvement de résistance et de révolte de la diaspora juive décoloniale, tout en l'ancrant dans le contexte suisse.

**Quelle est l'importance d'une voix juive antisioniste dans le contexte actuel ?**

Les voix juives antisionistes contemporaines rappellent qu'historiquement l'antisémitisme juif est aussi vieux que le sionisme. Pour nous, c'est aussi se réapproprier nos judéités qui se font effacer et réduire à des fins criminelles. Il s'agit de les redéfinir par la diversité et la pluralité, historique, mais aussi d'identité, de genre, d'origine, etc. Combattre son instrumentalisation est très important pour nous puisqu'elle nuit à la solidarité avec la Palestine et, plus largement, aux communautés arabo-musulmanes sur lesquelles on tente de transférer l'antisémitisme dans sa forme européenne, mais aussi à la lutte contre l'antisémitisme. L'islamophobie débridée et l'essentialisa-

tion des juif·ves sont une manière pour l'Occident de camoufler son négationnisme, de se déresponsabiliser de son antisémitisme historique et de permettre à la droite l'ascension de ses politiques conservatrices et xénophobes.

Nous espérons, à notre manière, faire barrage aux attaques diffamatoires dont sont victimes les personnes solidaires de la Palestine (dont le dernier exemple est le lynchage qui s'abat sur la CUAE et son agenda), offrir un rempart à ceux qui fuient le sionisme ou en sont des victimes collatérales – parfois même rejeté·es par leurs familles pour leurs positions politiques – et être une des marches dans la construction d'un front commun antiraciste et antifasciste.

Le soutien inconditionnel et aveugle des pays d'Europe à Israël

n'a en rien réglé les questions d'antisémitisme sur le Vieux Continent, et il est insupportable que le peuple palestinien en paye les frais depuis 75 ans.

**Quels sont les objectifs politiques actuels de Marad ?**

Nous participons à la création d'un mouvement fédérateur qui regroupe en Europe de nombreux collectifs juifs antisionistes et décoloniaux actifs. European Jews for Palestine se présentera début octobre au Parlement européen. Nous continuons à soutenir les mouvements de solidarité pour la Palestine, notamment les CEP et autres collectifs. Nous prévoyons aussi des actions culturelles: programmes de projections, des traductions, des ateliers, et ça en collaboration avec d'autres groupes ou collectifs. Nous nous associons aussi avec les autres collectifs juifs décoloniaux de la région, en Suisse et en France voisine, pour proposer différentes activités. La gestion, par exemple, des directions des écoles est si scandaleuse que nous aimerions opérer dans les milieux éducatifs et politiques, notamment en ce qui concerne l'antisémitisme, pour le redéfinir au sein des luttes antiracistes en général.

**Comment vous intégrez-vous dans la lutte pour une Palestine libre ?**

Nous pensons que la solidarité et l'aide que nous pouvons apporter de l'extérieur, afin que la société palestinienne survive, passent par l'établissement d'un maximum de rapports de force pour obliger nos gouvernements, nos institutions et les médias à cesser d'être complices d'Israël. Il faut multiplier les modes et les fronts d'action. C'est un combat de longue haleine : comme Césaire le rappelait en 1955, notre « seule consolation est que les colonisations passent, que les nations ne sommeillent qu'un temps et que les peuples demeurent ». Le boycott a fait ses preuves à l'époque en Afrique du Sud, il fait et fera ses preuves pour la Palestine.

Les Palestinien·nes demandent la liberté, la fin de la colonisation, la libération des prisonnier·ères, l'égalité des droits quelque confession que l'on soit, le retour des réfugié·es et la condamnation des criminels de guerre. En somme, iels réclament la justice dont la paix découlera. Nous les soutenons dans toutes ces revendications. Ce n'est qu'à ces conditions que la création d'un État démocratique pourra être envisagée.

Propos recueillis par la rédaction

Instagram : @maradcollectif

# UNE ÉTUDE SUR LE PARTI SOCIALISTE FACE AUX CRISES ET AU NÉOLIBÉRALISME

L'historien Hadrien Buclin, militant de solidarités et député de la coalition Ensemble à Gauche au Grand Conseil vaudois, vient de publier aux Éditions Alphil une étude intitulée *Vents contraires. Le Parti socialiste suisse face aux crises économiques et à l'essor du néolibéralisme (1973 - 1995)*. Entretien.

**Peux-tu nous dire en quoi cet ouvrage est susceptible d'intéresser nos lecteur·ices, en d'autres termes a-t-il une forme d'actualité politique ?**

Le Parti socialiste ayant dominé l'histoire des gauches politiques en Suisse depuis plus d'un siècle, il me semble utile de mieux comprendre son évolution. Les années étudiées sont à mon avis particulièrement intéressantes car le parti est traversé par de vifs débats internes, en particulier impulsés par une aile gauche qui, dans le sillage des mouvements de 1968, critique la participation gouvernementale, appelle à un retour à l'opposition et souhaite mettre au centre du programme une perspective autogestionnaire à la tonalité anticapitaliste.

Ce sont aussi des années marquées par des difficultés grandissantes – affaiblissement du lien avec les ouvrières et ouvriers et les salarié·es au revenu modeste, essor d'une droite néolibérale dure – qui pèsent sur la situation des gauches politiques aujourd'hui encore, quelle que soit par ailleurs leur orientation. Ainsi, le débat interne au parti sur les mesures à prendre pour contrer le déclin d'implantation dans les milieux populaires ou sur la manière de combiner dans le programme la question sociale avec les problèmes environnementaux résonne encore aujourd'hui.

**Peux-tu, rappeler quelle est la ligne générale du Parti socialiste**

**suisse (PSS) avant la crise économique de 1974 ?**

C'est une ligne réformiste visant à obtenir pas à pas des réformes sociales. Les dirigeants du parti sont confortés dans cette stratégie par la croissance économique très soutenue de l'après-guerre : durant ces trois décennies où les salaires réels font plus que doubler, il s'avère possible d'obtenir des concessions limitées de la part des forces bourgeoises sans confrontation politique dure : par exemple, juste avant la crise économique, les rentes AVS sont augmentées d'environ 50 % en valeur réelle. En échange de l'intégration au Conseil fédéral à partir de 1943, les responsables du PSS se sont aussi engagés auprès de la droite gouvernementale à soutenir l'armée et à exclure toute alliance avec le Parti suisse du travail, d'orientation prosoviétique.

**Comment le Parti socialiste suisse s'est-il positionné par rapport à la nouvelle situation provoquée par le retour des crises économiques (dont les apologistes du capitalisme réellement existant prétendaient dans les années 1960 qu'il n'aurait jamais lieu...) et quelles étaient les différentes orientations en son sein ?**

Après trois décennies de forte croissance, les responsables du PSS sont pris au dépourvu en 1974 et réagissent de manière hésitante face à la crise. Ils craignent qu'une politique de relance par la dépense publique ne soit contreproductive

en aggravant l'inflation, déjà très forte au début des années 1970 et mettent donc du temps à formuler des propositions concrètes en ce sens. Ils se concentrent, dans une première phase, sur le renforcement de l'assurance chômage, qui n'est alors pas encore obligatoire.

De manière plus générale, la récession met en cause la stratégie réformiste adoptée dans l'après-guerre, puisqu'il est désormais beaucoup plus difficile d'obtenir des concessions de la droite. Une situation durable car la Suisse est touchée dans les années 1980 puis 1990 par deux nouvelles crises économiques, celle des années 1990 s'avérant même particulièrement profonde. En réaction à cette nouvelle donne, l'aile gauche du parti réclame dès le milieu des années 1970 une ligne plus combative, qui passe en particulier par un retour à l'opposition et par des revendications moins consensuelles vis-à-vis de la droite patronale, comme la réduction du temps de travail afin de lutter contre le chômage, une perspective aussi mise en avant à ce moment par les forces de la gauche radicale post-1968, alors très actives.

Au début des années 1990, le PSS, à l'image de toute la gauche politique et syndicale, se trouve dans une situation difficile face à une offensive néolibérale qui s'intensifie. Les concessions auxquelles il se livre, notamment concernant le relèvement de l'âge de départ en retraite des femmes de 62 à 64 ans,

suscite à nouveau des débats mouvementés en son sein que je retrace dans l'ouvrage.

**Justement, si une partie de la génération post-1968 a construit des organisations à la gauche du PSS et du PST-POP (Progressive Organisation der Schweiz (POCH), Ligue marxiste révolutionnaire/Parti socialiste ouvrier, entre autres), une autre partie est entrée au PSS et y a formé une aile gauche (comme le groupe d'Yverdon, avec des personnalités telles que François Masnata et Françoise Pitteloud). Quel a été l'impact réel de cette aile gauche et quel bilan peut-on tirer de son activité ? A-t-elle réellement influencé la ligne générale du parti ?**

L'aile gauche est restée minoritaire et, à ce titre, elle n'est pas parvenue à imposer un réel tournant politique. Néanmoins, elle a réussi à impulser au sein du PSS une ligne plus critique du consensus bourgeois sur des dossiers importants comme l'énergie nucléaire, la défense nationale ou le rôle de la place financière suisse dans l'assèchement des ressources des pays à faible revenu.

Par exemple, en 1978, le PSS se prononce contre la construction de nouvelles centrales, à l'issue d'un bras de fer avec le conseiller fédéral socialiste Willi Ritschard en charge de la politique énergétique, qui s'est vivement opposé à ce tournant antinucléaire. La même année, le parti lance, à l'initiative de l'aile gauche, une initiative populaire

En 1993, Christiane Brunner (au centre) est la candidate officielle du PS au Conseil fédéral. Le parlement lui préfère Francis Matthey. Après le retrait de ce dernier, c'est Ruth Dreifuss (à droite) qui est élue. Durant son mandat, celle-ci fera notamment passer une révision totale de la loi sur l'assurance-maladie en 1994, instaurant des primes par tête et indépendantes du revenu.



contre « l'abus du secret bancaire et de la puissance des banques » qui prévoit notamment des dispositions significatives contre la fraude fiscale des plus riches. Cette initiative connaîtra toutefois un échec cuisant en 1984, non seulement parce qu'elle s'est heurtée à une forte mobilisation du patronat bancaire, mais aussi parce que l'aile consensuelle du PSS s'est montrée très réticente à mener campagne en sa faveur...

**La non-élection au gouvernement des candidates officielles du parti (Lilian Uchtenhagen en 1983 et de Christiane Brunner en 1993) avaient suscité à ces deux reprises un débat sur la sortie du PSS du Conseil fédéral. Pourquoi l'option gouvernementale l'a-t-elle finalement emporté ?**

Dans l'après-guerre, la participation gouvernementale à l'échelon cantonal et fédéral a permis à des responsables socialistes d'accéder à des fonctions attrayantes, par exemple au sein de l'administration fédérale, de la direction des PTT, des CFF, de la Banque nationale, des banques cantonales ou des administrations publiques. Lorsque la participation gouvernementale est en jeu, on constate à chaque fois une forte mobilisation, à l'interne du parti, des personnes qui craignent pour leur poste en cas de retour à l'opposition. Comme le remarquait en 1984 la conseillère nationale du PSS Yvette Jaggi lors d'un débat télévisé sur la participation

gouvernementale, celles et ceux qui sont le plus favorables à une sortie du Conseil fédéral sont surtout des femmes et des jeunes car ils ont moins de places et d'avantages à préserver... Des responsables syndicaux attachés à la paix du travail ont aussi pesé en défaveur d'un départ du Conseil fédéral.

**Il existe, surtout en Suisse alémanique, une fraction publique intitulée « Plateforme réformatrice : les sociaux-libéraux au sein du Parti socialiste ». Dans quelle mesure, à ton avis, ce courant pèse-t-il dans l'orientation du PSS ? Rappelons-nous que son prédécesseur en 2003, « Le manifeste du Gurten », était signé entre autres par Simonetta Sommaruga, future conseillère fédérale.**

Alors que dans d'autres partis sociaux-démocrates européens, comme le Labour Party en Grande-Bretagne sous Tony Blair à partir de 1994, l'orientation sociale-libérale est devenue clairement majoritaire (sauf durant l'intermède Jeremy Corbyn, en 2015-2020), ce n'est pas le cas en Suisse. Cependant, l'aile sociale-libérale, disposant d'un bon accès aux médias et de mandats influents comme, à l'heure actuelle, celui du conseiller aux États zurichois Daniel Jositsch\*, joue un rôle de contrepoids important par rapport aux partisan·es d'une ligne plus combative, en particulier actives dans la Jeunesse socialiste en Suisse alémanique.

Le maintien de sensibilités politiques aussi différentes au sein d'un même parti permet également de ratisser large d'un point de vue électoral. C'est l'un des atouts du PSS depuis les années 1970, alors qu'au sein d'autres partis sociaux-démocrates européens, l'aile centriste et l'aile gauche ne sont pas parvenues à cohabiter dans la durée au sein d'une même formation politique : ainsi, dans le cas du Labour, l'ascension de Tony Blair s'est combinée à de nombreuses exclusions frappant les militant·es de l'aile gauche. Au même moment, en Suisse, le président du PSS Peter Bodenmann cherche plutôt à gagner au PSS des militant·es de la gauche radicale, de crainte, explique-t-il lors d'une séance interne de la direction du parti, qu'ils-elles ne rejoignent le mouvement écologiste...

**Quelles peuvent en être les conséquences au sein du PSS du conformisme des élu·es socialistes au Conseil fédéral (les récents cas d'Alain Berset et d'Elisabeth Baume-Schneider qui ont défendu en toute collégialité des projets anti-sociaux comme, PV2020, AVS 21 et LPP 21 et qui ont combattu l'initiative pour une 13<sup>e</sup> rente) ?**

La contestation interne de l'alignement des conseiller·ères fédérales socialistes sur la politique bourgeoise a été vive durant les premières années que j'étudie dans le livre ; c'est moins le cas aujourd'hui, notamment en raison de l'essoufflement de l'aile gauche dès

la deuxième moitié des années 1980. Aujourd'hui, celle-ci est moins structurée au sein du PSS. Autant que je puisse en juger de l'extérieur, j'ai l'impression qu'une large partie des membres du PSS sont résigné·es à ce grand écart entre la ligne défendue par leurs conseiller·ères fédérales et celle du parti, comme s'il s'agissait du prix à payer pour participer aux exécutifs, au niveau fédéral comme aux échelons subalternes, compte tenu aussi de tous les avantages matériels qu'en retirent le parti et ses responsables. Cela dit, si l'austérité aujourd'hui mise en œuvre par le Conseil fédéral se durcit encore et surtout si cette politique suscite des réactions populaires et un regain des mouvements sociaux, il est tout à fait possible que ce débat ressurgisse au sein du PSS.

Propos recueillis par Hans-Peter Renk ■

\* Lieutenant-colonel dans l'armée suisse, Daniel Jositsch est le seul membre « de gauche » au sein du groupe d'amitiés Suisse-Israël du Parlement fédéral. Comme la droite, il a dénoncé la sentence de la Cour européenne des droits de l'homme sur la plainte des Aînés pour le climat contre l'inaction de la Suisse officielle en matière de réchauffement climatique (HPR).



Hadrien Buclin, *Vents contraires, Le Parti socialiste suisse face aux crises économiques et à l'essor du néolibéralisme (1973-1995)*, Neuchâtel, Alphil, 2024

# LE LOUP A BON DOS

Le canton du Valais veut éradiquer quatre meutes entières de loups. D'autres cantons veulent aussi tirer à tout va – une meute complète pour Vaud. Entretien avec Mathilde Marendaz, députée au Grand Conseil vaudois.

**Tu as fait plusieurs interventions au Grand Conseil à propos du loup. Peux-tu résumer ?**

Différentes lois fédérales ont été passées suite à une pression importante des milieux qui défendent le tir du loup. Cela oblige dans une certaine mesure le Canton de Vaud à tirer. Toutefois, il a une certaine marge de manœuvre. L'an dernier, je suis intervenue plusieurs fois pour demander au Conseil d'État vaudois d'utiliser cette marge de manœuvre. Avec d'autres députées, je me suis rendue sur l'alpage des Begnignes pour visiter un berger qui lutte contre le tir du loup, en proposant des mesures alternatives de protection des troupeaux, par exemple par des meilleurs enclos la nuit.

François Duruz et Anouk Strahm, berger·es vaudois·es, qui travaillent pour la fondation Jean-Marc Landry, ont fait un travail de sensibilisation et d'information auprès des autres berger·es de la région et en distribuant des kits « anti-loup » sans recours au tir. Iels sensibilisent au rôle important du loup dans la régulation de la faune et pour la biodiversité dans les forêts.

Ce qu'iels nous ont appris, c'est la détresse des petit·es éleveur·es pour qui la problématique du loup opère comme un miroir grossissant. En réalité, celle-ci constitue pourtant un problème très mineur par rapport à la précarité économique auxquels iels font face.

La droite du Grand Conseil a été agressive sur ce thème, revenant tous les premiers mardis du mois avec des séries de questions pour accaparer le Conseil d'État. Ce sujet très émotionnel est aussi très électoraliste pour eux, une occasion parfaite pour éviter d'engager un débat économique sur l'agriculture, de parler de la répartition des richesses et des inégalités entre les exploitant·es.

Le réel problème des agriculteur·ices ce ne sont ni les loups ni les mesures biodiversité, mais la pression de la grande distribution qui fait disparaître les petites exploitations au profit d'une agro-industrie technophile et centralisée, loin de la paysannerie de subsistance.

**C'est vrai que si on regarde les chiffres – en Suisse, moins de 0,1 % des bovins et ovins sont tués par le loup, 0,3 % meurent d'accident ou de maladie (en alpage) et 99,6 % sont abattus par des humains. Comment dialoguer avec les petit·es exploitant·es sur ce sujet et plus généralement d'écologie ?**

Le travail de la fondation Oppal ou de Jean-Marc Landry consiste justement à aller dialoguer avec les éleveur·es afin de partager – et c'est apparemment un besoin très important pour elleux de ressentir qu'iels sont entendu·es, mais également de faire connaître la réalité scientifique dont tu parles. Avec l'association Middle Way (la voie du milieu), les éleveur·es dont je parlais ont mis en avant d'autres moyens de prévention pour apprendre aux éleveur·es à cohabiter avec le loup, à commencer par la connaissance des meutes, meilleur moyen pour anticiper leurs comportements. L'association affirme que les tirs ont comme effet inverse de déstructurer les meutes et par conséquent, de rendre les loups beaucoup plus imprévisibles et donc... la cohabitation beaucoup plus difficile !

Dans le Canton de Vaud, l'État s'est trompé plusieurs fois de loup, tirant sur les « mauvais » individus avec justement cet effet déstabilisateur. Ainsi, tous les efforts entrepris par les associations qui œuvrent pour prendre en main cette problématique avec d'autres

moyens sont réduits à néant ! Je suis intervenue quelques fois pour dénoncer ces erreurs fatales.

**Tu demandes que le Conseil d'État « rende publiques ses réflexions sur l'économie alpestre ». Économie alpestre, ça veut surtout dire élevage et exploitation animale. Or, malgré les contre-vérités assénées par le lobby carnassier, cette exploitation contribue au réchauffement climatique. Supprimer les alpages permettrait de plus une reforestation des zones de moyenne montagne, ce qui capterait un peu de CO<sub>2</sub>. J'ai beaucoup discuté de ces questions, notamment avec des camarades antispécistes qui se sont**

impliqués dans la défense des alpages et du loup. Pour rendre audible une critique (nécessaire) de l'élevage dans la réalité et parvenir à sensibiliser à cette question, cibler frontalement l'élevage de montagnes, des petit·es éleveur·es, me semble contre-productif.

Il faut créer un front large de lutte contre le modèle capitaliste d'agriculture, incarné par exemple par les gigaporcheries qu'on peut avoir même en Suisse, où il y a une souffrance animale qui est complète et sans limites, avec des émissions massives de méthane. Dans cette perspective, je défends une paysannerie de subsistance qui valoriserait mieux la production et permettrait la diversification des types d'agriculture en maintenant des petits domaines.

La question de la distribution est centrale. Il faut démanteler le monopole des géants oranges en Suisse, qui génère des marges immenses, que les paysan·nes peuvent difficilement boycotter, ou à leurs dépens.

Face aux lobbys de l'agroalimentaire, de l'agrochimie, etc, nous devons nous ranger aux côtés de la paysannerie de subsistance et révéler un clivage de classe dans le monde agricole, clivage que la droite essaie de dissimuler derrière des campagnes émotionnelles comme celle du loup.

Propos recueillis par Niels Wehrspann ■

OPPAL organise des veilles bénévoles sur les alpages.





Le président brésilien a rendu visite à plusieurs communautés de l'État d'Amazonas avant d'annoncer la création d'une « autorité climatique » chargée de la gestion des « risques climatiques extrêmes ». Manaquiri, 10 septembre 2024

International Écologie

# L'AMAZONIE ENTRE DESTRUCTION ENVIRONNEMENTALE ET ESPOIRS POLITIQUES

**Le nombre d'incendies ravageant la forêt amazonienne bat un nouveau record ce mois de septembre 2024 : plus de 50 000 feux recensés depuis janvier selon l'Institut national de recherches spatiales (INPE) du Brésil. Malgré les efforts du président Lula pour mettre fin à la déforestation massive, le besoin d'un changement de politique est urgent.**

**L**e brûlage est une technique primitive, courante dans les zones rurales, et utilisée pour débarrasser les terres de végétation. Vu l'énorme consommation de produits animaliers de nos jours, cette pratique permet de créer de grandes zones d'élevage de bovins exportés vers la Chine, les États-Unis et l'Union Européenne. Malgré l'interdiction du brûlage, les grands fermiers associés à l'agro-business continuent de le faire pour augmenter leur production.

L'Amazonie est un biome qui ne brûle pas naturellement en raison de la forte humidité, mais le changement climatique et le phénomène El Niño la rendent de plus en plus sèche avec de longues périodes de sécheresse. Les températures élevées, une humidité faible,

l'usage du brûlage et d'autres incendies volontaires rendent les épidémies de feux incontrôlables. De plus, des zones forestières au cœur de l'Amazonie, sans activités humaines, brûlent elles-aussi à cause des effets du dérèglement climatique.

L'ensemble de ces facteurs mènent inévitablement à des catastrophes environnementales sans précédent. La biodiversité et l'équilibre de l'écosystème mondial sont mis en péril et l'atmosphère devient irrespirable. Les populations autochtones sont forcées de se déplacer, ce qui détruit leurs communautés et leurs modes de vie traditionnels.

À la mi-septembre, 60 % du territoire brésilien se trouvait dans une situation apocalyptique : un

ciel couvert de fumée, un soleil orange et un air devenu toxique. Si la destruction environnementale persiste, l'impact sur la planète sera irréversible.

## Réparer les dégâts de Bolsonaro

En juin de l'année dernière, le président Lula a dévoilé un plan qui vise à mettre fin à la déforestation de l'Amazonie au Brésil, d'ici 2030. Au cours de sa première année au pouvoir, le taux de déforestation a été divisé par deux. Bien que ces actions soient une amélioration par rapport aux politiques écocidaires du gouvernement Bolsonaro, il reste encore beaucoup à faire pour préserver la région. En effet, Bolsonaro avait réduit le financement pour la protection environnemen-

tales et a activement encouragé la conversion des forêts en pâturages, laissant un héritage d'activités criminelles et destructrices en Amazonie. Même si la déforestation a diminué, de nombreux acteurs de l'agro-business en profitent toujours pour brûler délibérément des terres afin de les utiliser à des fins privées. En outre, le combat contre l'idéologie bolsonariste, néolibérale à l'extrême, antidémocratique et climatosceptique reste quotidien pour la population locale.

De nombreuses mesures écosocialistes devraient être appliquées afin d'amener des changements concrets et efficaces dans le moyen et long terme. Parmi ces mesures nous trouverions l'interdiction de l'exploitation forestière par des entreprises privées, la collaboration avec les peuples autochtones et la démarcation de leurs territoires, la régulation des pâturages et l'imposition des grandes sociétés de l'agro-business. La réparation des dégâts causés par des décennies d'irresponsabilité écologique et sociale devrait devenir une priorité.

## En attendant : agroécologie, autonomie et résistance

Bien que la ministre brésilienne de l'environnement, Marina Silva, a déclaré que le gouvernement évaluait la création d'un Conseil national de sécurité climatique et d'un Plan de prévention des effets climatiques extrêmes, ces mesures seraient insuffisantes et le gouvernement de Lula continue à traiter avec le grand agro-business, nocif pour l'environnement et la société. En effet, du côté des mouvements sociaux et des peuples autochtones, les revendications sont claires : ils proposent de développer un nouveau modèle d'agriculture, basé sur agroécologie et la production d'aliments sains et de qualité. En outre, ils demandent un plan de reboisement des zones dégradées, la restauration des sources naturelles et le renforcement des projets coopératifs et solidaires au sein des communautés locales.

De projets dirigés par des femmes racisées au nord du Brésil, dans des terres dégradées par la monoculture, ont déjà fait preuve d'efficacité. En utilisant de pratiques agroécologiques, elles ont réussi à régénérer la terre et produire de la nourriture bio et des plantes indigènes dans une pépinière collective. Le besoin d'action coordonnée sur différents fronts en rassemblant diverses actrices est plus qu'urgent : il n'y a pas de révolution en terre rasée.

Beatriz et Philippos



Yohann Cordelle

Pride radicale, Paris, 16 juin 2024.

**Queer** **International**

# COMPRENDRE ET COMBATTRE LA TRANSPHOBIE

La deuxième édition des Dissidentes, organisées par Contre-Attaque & Autonomie, s'est achevée le 16 septembre dernier. Sasha Yaropolskaya, membre Du Pain et Des Roses, le collectif féministe et LGBTI de Révolution Permanente, y a présenté, avec le Collectif de la Grève féministe Vaud, l'atelier « Luttés transféministes et résistance anticapitaliste ». Entretien.

**En quoi les attaques actuelles contre les droits reproductifs et les personnes trans\* sont-elles des marqueurs de la montée de l'extrême droite globalisée ?**

Évidemment, l'oppression des personnes trans n'a rien de nouveau. Cela fait des décennies que les personnes qui entament une transition du genre se trouvent condamnées au chômage et à la prostitution, exposées aux violences et aux meurtres. Mais jamais la minorité trans n'a eu autant de place dans le débat public à l'échelle internationale et jamais autant d'États ne se sont posés la question d'organiser leur véritable persécution politique et judiciaire.

Le fait que la question trans soit propulsée au centre de la scène politique est un symptôme de la crise de plus en plus violente du système capitaliste qui mène au renforcement de l'extrême droite et à la recherche de boucs émissaires (les musulman·nxs, les immigré·exs, les trans).

Les personnes trans et LGBTI sont accusées par l'extrême droite de transgresser la division « naturelle » de la société en hommes et en femmes et d'être une menace pour la famille traditionnelle. D'une certaine manière, elles sont accusées de mettre en péril l'avenir même de la civilisation occidentale, car elles choisissent l'homosexualité et la transition (associées à la stérilité) au lieu de l'hétérosexualité et de la reproduction « naturelle ».

**Dirais-tu que l'extrême droite a fait de la famille son nouveau cheval de bataille politique ?**

La question de la reproduction et de la baisse des taux de natalité dans l'ensemble des pays de l'OCDE est en train de devenir une obsession de l'extrême-droite. Celle-ci refuse de combler le spectre de la crise démographique par l'immigration car elle entend aussi fermer les frontières et organiser des expulsions massives des immigré·exs (par exemple, le programme de Trump appelle à des déportations de masse).

L'agenda de l'extrême droite comporte donc des politiques natalistes pour inciter les familles à concevoir plus d'enfants, mais aussi des attaques contre le droit à disposer de son corps : interdire l'avortement, bannir les transitions.

Les personnes trans et LGBT sont également dénoncées comme une menace pour les enfants qu'ils sont accusé·exs de pervertir et de corrompre en leur montrant le modèle de la « dangereuse non-conformité du genre ». Dans le discours réactionnaire, la transidentité serait un phénomène contagieux, on ferait face à une véritable « épidémie transgenre », les enfants seraient infectés par « un virus woke ».

**Comment comprendre le rôle que les forces libérales réformatrices ont joué jusqu'à maintenant ?**

Face à cette offensive internationale contre les droits reproductifs et trans, une évidence s'impose : l'échec des stratégies du moindre mal consistant à soutenir la gauche

institutionnelle, des libéraux pour « faire barrage » à l'extrême droite. Résultat de cette « stratégie » en France depuis vingt-deux ans (les présidentielles de 2002) : on a une progression quasi linéaire de l'extrême droite ainsi qu'une adaptation de tout le champ politique à ses thèmes et à son programme.

Faisons le bilan des forces néoréformatrices à l'échelle internationale : au Royaume-Uni, Corbyn a été évincé du Labour ; aux États-Unis, Bernie Sanders et Ocasio-Cortez se sont rangées derrière les néolibéraux Biden et Harris ; en Espagne, Podemos est quasiment mort suite à sa participation au gouvernement de coalition avec le PSOE ; Mélenchon et la France Insoumise nous ont ramené dix ans en arrière en France en ressuscitant le Parti socialiste avec le Nouveau Front Populaire (NFP). D'ailleurs, « la victoire » du NFP n'a pas empêché Macron de nommer un gouvernement avec un premier ministre anti-IVG et xénophobe qui a composé un gouvernement avec des ministres Les Républicains (LR) aux postes clés, tou·te·s des réacs homophobes et racistes.

**Dans une perspective queerféministe, comment devons-nous nous organiser pour construire un nouveau rapport de force face à ces attaques ?**

L'échec de la gauche réformatrice face à l'extrême droite montre qu'on ne gagnera pas la bataille contre l'extrême droite sur le terrain institutionnel. Il y a urgence à reconstruire une tradition féministe combative et de lutte de classe qui cherche à défendre les droits trans et reproductifs par la mobilisation et par les grèves, en toute indépendance de l'État et de la gauche qui souhaite prendre les rênes de cet État capitaliste demain.

Aujourd'hui, en France, beaucoup disent « Voter, ça ne marche pas, manifester, ça ne marche pas, alors que faire ? » Je suis d'accord avec ce constat. Il faut faire le bilan des stratégies qui ont prouvé leur impasse : le « barrage par les urnes » proposé par le réformisme, les « grèves perlées avec des manifestations » par les bureaucraties syndicales.

Répéter fois après fois les stratégies perdantes est la garantie de notre défaite face à l'extrême droite. Il est temps de construire un féminisme révolutionnaire qui sera l'ennemi impitoyable de l'État, premier responsable du renforcement du patriarcat. C'est la tâche qu'on se donne à Du Pain et Des Roses en France et à l'échelle internationale dans quinze pays du monde.

Propos recueillis par Clara Almeida Lozar ■

# OFFENSIVE MILITAIRE ET ANNEXION CONTINUE EN CISJORDANIE

Alors que la guerre génocidaire se poursuit dans la bande de Gaza, la Cisjordanie est aussi le théâtre de violences coloniales. Une opération militaire de l'armée d'occupation israélienne d'une violence jamais vue depuis vingt ans a d'ailleurs eu lieu fin août.

En quelques jours, des quartiers de plusieurs villes ont été pris pour cible, des dizaines de civil-es ont été assassiné-es, déplacé-es et assiégé-es, tandis que de nombreuses infrastructures ont été détruites... Ceci intervient après des mois d'escalade de la violence contre les Palestiniennes par l'armée d'occupation israélienne et les colons en Cisjordanie, qui ont assassiné depuis le 7 octobre plus de 670 personnes et en ont déplacé de force plus de 5000 à la suite de la démolition de leurs maisons.

Plus de 2000 hectares de terres ont également été déclarés propriété de l'État et le droit exclusif de les louer a été accordés aux Juif-ves israélien-nes. Par exemple, en juin dernier, plus de 1270 hectares ont été annexés, permettant l'établissement de 5295 unités de logement dans plusieurs colonies avec la légalisation de trois nouveaux avant-postes.

Le ministre des Finances et ministre de la Défense Smotrich a transféré de vastes pans de souveraineté sur la Cisjordanie des mains des militaires à celles du gouvernement civil et son ministère, dominés par l'extrême droite, donnant ainsi les pleins pouvoirs à Israël pour le développement de nouvelles colonies.

## 700000 colons

Depuis 1967, début de l'occupation israélienne de la Cisjordanie et Jérusalem Est, les forces d'occupation israéliennes ont mis en place le plan Allon (du nom de son concepteur Ygal Allon, un chef militaire et homme politique israélien). Ce plan prévoyait la construction de colonies et de bases militaires, de manière à s'assurer le contrôle stratégique des territoires, sans annexer les zones où la population palesti-

nienne est concentrée (villages et villes), qui seraient contrôlées par une autorité arabe collaborationniste. Initialement, le plan prévoyait de rendre ces zones à la monarchie jordanienne, mais à bien des égards, c'est l'Autorité Palestinienne qui joue ce rôle depuis les accords d'Oslo.

En juillet 1967, la première colonie de peuplement est établie sur le Golan. En septembre 1967, c'est au tour de la Cisjordanie occupée avec Kfar Etzion dans la région d'Hébron, tandis que le processus de judaïsation de Jérusalem annexée débute. Dans les années 1970, le général israélien Moshe Dayan encourage l'accélération de la colonisation juive de la Cisjordanie.

Aujourd'hui, 229 colonies israéliennes sont réparties en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Elles hébergent plus de 700 000 colons, dont plus de 200 000 dans la partie orientale de Jérusalem, aux côtés de quelque 3 millions de Palestiniennes.

Face à cette colonisation et annexion continue de la Cisjordanie, les États occidentaux restent relativement passifs. Malgré quelques communiqués et sanctions à l'encontre de colons, aucune mesure n'a été prise contre l'État d'Israël.

D'ailleurs, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté une résolution non contraignante en septembre réclamant la fin de l'occupation israélienne des territoires Palestiniens « dans les 12 mois ». Adoptée par 124 voix, les États-Unis s'y sont opposés, tandis que de nombreux pays occidentaux, y compris la Suisse, se sont abstenus.

Cela démontre, comme dans la bande de Gaza, la complicité des États occidentaux dans les politiques criminelles et terroristes de l'État d'Israël contre les Palestiniennes. C'est pourquoi militer pour la solidarité avec la Palestine, c'est aussi lutter contre nos propres classes dirigeantes.

Joseph Daher

## ÉLECTIONS EN JORDANIE

Le Front d'action islamique (FAI), bras politique de la branche jordanienne des Frères musulmans, a triplé sa représentation au Parlement, raflant 31 sièges sur 138 contre 10 sur 130 lors du précédent scrutin législatif en 2020. Ces élections, dont le taux de participation a été particulièrement faible (32 %), sont les premières depuis l'adoption, début 2022, d'une loi augmentant de huit le nombre de sièges et accordant plus de places aux partis politiques ainsi qu'aux femmes. Si les représentants des tribus et les figures loyales à la monarchie continuent de dominer le nouveau Parlement, le FAI, principale force d'opposition, arrache son score le plus important depuis 1989.

La victoire du FAI reflète un mécontentement croissant à l'égard des politiques du royaume, non seulement concernant la guerre génocidaire à Gaza et les liens politiques, sécuritaires et économiques entre la Jordanie et Israël, mais aussi les problèmes socio-économiques et les inégalités sociales persistants dans le pays.

Depuis le 7 octobre 2023, une grande partie de la population jordanienne appelle le gouvernement à suspendre le traité de paix de Wadi Araba (1994) normalisant les relations avec Israël. Une demande appuyée lors des manifestations populaires en soutien aux Palestiniennes, notamment organisées par le FAI, dont la popularité a augmenté en parallèle de celle du Hamas, érigé par beaucoup en héros de la cause palestinienne au cours des derniers mois.

JD



Des colons israéliens protégés par l'armée coloniale envahissent la vieille ville d'Hébron, 14 septembre 2024

Mosab Shawar / Activestills

# LES DYNAMIQUES DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE ÉTASUNIENNE

L'élection présidentielle étasunienne a été bouleversée cet été par une série d'événements dramatiques qui ont inversé les prévisions électorales des partis démocrate et républicain, tandis que des candidats alternatifs, dits *third-party*, de gauche tels que la candidate écosocialiste du Green Party, Jill Stein, et l'intellectuel radical Cornell West se battent pour accéder au scrutin dans de nombreux États.

Lorsque Joe Biden a cédé à la pression des grand-es donateur-ices qui avaient commencé à réduire leurs contributions financières à la campagne, et qu'il a passé le flambeau à sa vice-présidente Kamala Harris, les démocrates ont bénéficié d'un regain d'énergie surprenant. Lorsque Harris a annoncé la nomination de son colistier, le gouverneur démocrate Tim Walz, un homme politique de centre gauche en mesure de séduire les électeur-ices du Midwest, sa campagne a bénéficié d'un regain d'enthousiasme et les dons ont afflué.

Face à l'extrémisme de Trump, Harris et Walz se présentent comme un rempart contre le retour des États-Unis à la période d'avant les droits civiques et les droits des femmes, avec le slogan « *nous ne reviendrons pas en arrière* ». Cela sans proposer le moindre élément de rupture avec la politique de Biden.

## Un programme très modéré

Les déclarations politiques de Harris sont plus populistes que progressistes. Lors de la convention démocrate, elle s'est prononcée, avec d'autres, en faveur de la défense des droits reproductifs. Mais d'autres déclarations ont également été formulées sur la lutte contre la criminalité et le projet de mettre en place des contrôles frontaliers stricts, des projets généralement associés au Parti républicain. Alors que Trump et les expert-es de droite se sont emparé-es des appels de Harris en faveur d'un contrôle des prix pour lutter contre l'inflation afin de la qualifier de « communiste », la mesure qu'elle propose est populiste, et pas anticapitaliste. Il existe d'ailleurs un précédent : le président républi-

cain Richard Nixon avait instauré un gel des salaires et des prix pendant 90 jours en 1971.

Les deux campagnes sont confrontées à un défi programmatique sur une question clé qui pourrait être décisive pour chacune d'entre elles.

Gaza, le talon d'Achille de Harris Harris est associée au soutien de Biden à l'assaut meurtrier d'Israël contre Gaza, ce qui a affaibli sa position auprès des Arabes-Étasuniennes et des jeunes, comme en témoignent les nombreuses abstentions « non engagées » lors des primaires du Parti démocrate. Confrontée à des manifestants de soutien à la Palestine lors de l'un de ses premiers événements de campagne, Harris a répondu sèchement en leur demandant s'ils souhaitaient la victoire de Trump. Quelques jours plus tard, elle a solidifié sa position, se déclarant favorable à un cessez-le-feu à Gaza et au retour des otages israéliennes. Mais pendant ce temps, Joe Biden approuvait un programme d'aide militaire de 3,5 milliards de dollars à Israël pour l'achat d'armements de haute technologie.

Une série de marches et d'événements pour la Palestine et en faveur des droits reproductifs et des LGBTQI ont été organisés en marge de la convention démocrate. Mais ces manifestations ont été décevantes et peu suivies. Une manifestation à l'appel de la Coalition to March on the DNC, qui s'est déroulée le premier jour de la Convention, a rassemblé environ 3000 personnes. Les organisateur-ices avaient espéré une participation dix fois plus forte, étant donné que la région de Chicago compte 50 000 Étasuniennes d'origine palestinienne. Cette participation décevante est due no-

tamment à la difficulté d'obtenir de la ville de Chicago les autorisations de manifester, ainsi que l'approche sectaire de Freedom Road Socialist Organization (une organisation maoïste, NDLR), qui a étroitement contrôlé l'organisation des marches.

Si un accord de cessez-le-feu était conclu, Harris pourrait regagner une partie des électeurs et électrices qui se sont détourné-es de « Genocide Joe » Biden en raison de son soutien à l'assaut israélien contre Gaza.

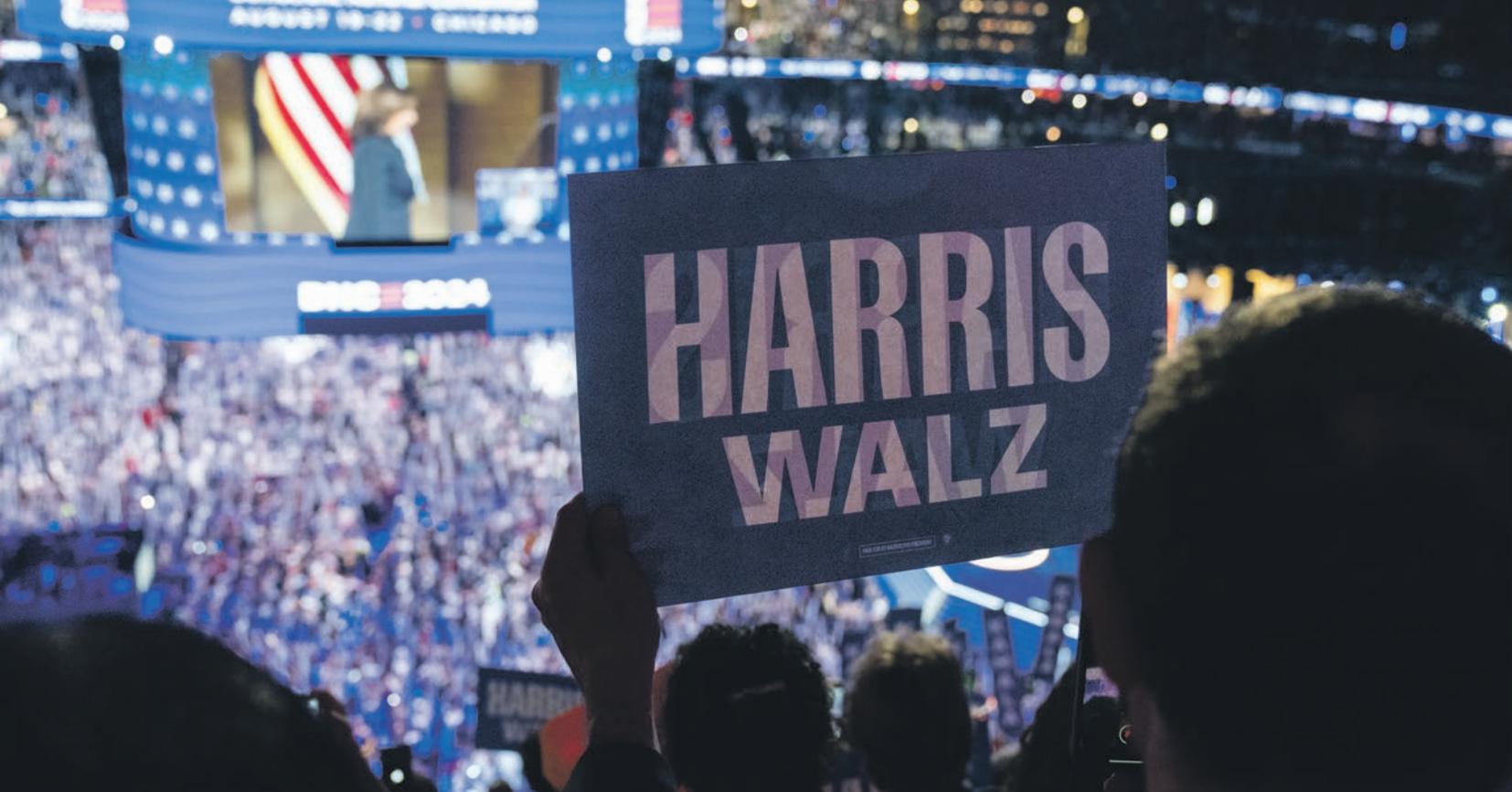
## Trump et les droits reproductifs

Trump est confronté à un dilemme similaire en ce qui concerne les droits reproductifs. Le courant anti-avortement est très fort dans son parti, mais Trump comprend que le droit à l'avortement est soutenu par une majorité d'Étasuniennes, y compris des Républicain-es. Il a tenté de surmonter cette contradiction en affirmant que la question devait être tranchée au niveau des États. Cette tentative de paraître pro-vie aux yeux de l'aile anti-avortement de son parti sans aliéner les républicain-es pro-choix semble se retourner contre lui. L'aile républicaine la plus farouchement opposée à l'avortement, qui rêve d'une interdiction nationale de l'avortement, estime qu'il a abandonné sa cause. Vance, le candidat à la vice-présidence de Trump, a récemment déclaré à un journaliste que Trump opposerait son veto à une interdiction nationale de l'avortement, tandis que les républicain-es pro-choix soulignent qu'il s'est fièrement attribué le mérite de l'annulation de l'arrêt *Roe v. Wade* grâce aux trois juges réactionnaires nommés par ses soins.

## Le champ de bataille des États

Le système électoral présidentiel étasunien – mis en place peu après que les colonies américaines eurent gagné leur indépendance vis-à-vis de la Grande-Bretagne dans les années 1790 – est basé sur le système électoral *winner-take-all*. Chaque État dispose d'un nombre de voix déterminé par sa population. Le-a candidat-e qui obtient la majorité simple des voix dans un État se voit attribuer toutes les voix de cet État. Le-a candidat-e qui obtient la majorité – 270 des 538 voix du collège électoral – remporte la présidence.

Au cours des dernières élections, de nombreux États sont devenus très majoritairement républicains (rouges dans le langage politique étasunien actuel) ou bleus (démocrates). Les États où l'écart est suffisamment faible pour qu'ils puissent pencher d'un côté ou de l'autre, parfois appelés « violets », jouent un rôle prépondérant dans les élections nationales serrées. Un facteur clé de l'élection sera la capacité des démocrates à reconquérir les électeur-ices de la classe ouvrière dans les États clés comme le Michigan, la Pennsylvanie et le Wisconsin, où de nombreux travailleur-ses ont abandonné le Parti démocrate, qui bénéficiait du soutien des syndicats jusqu'à ce qu'il démontre son incapacité à trouver des solutions aux fermetures d'usines généralisées qui ont décimé les syndicats, les communautés ouvrières et réduit drastiquement le niveau de vie à partir des années 1980. La victoire de Trump dans l'État industriel et anciennement bleu du Michigan a été décisive face à Hillary Clinton en 2016.



### Les syndicats et les élections

Les syndicats américains ont été l'un des piliers de la coalition New Deal du Parti démocrate avec les organisations de défense des Black civil rights, qui s'est formée sous la présidence de Franklin Roosevelt dans les années 1930. Bien que les syndicats n'aient reçu grand-chose en échange de leur soutien, les bureaucrates syndicaux sont restés fidèles au Parti démocrate.

Le président du syndicat United Auto Workers (UAW), Sean Fain, un syndicaliste très lutte des classes qui s'est imposé comme l'un des leaders de la classe ouvrière, a d'abord refusé de soutenir les candidat·es, avant d'apporter son soutien à Harris au nom du syndicat. Fain a souligné que Biden avait participé à un piquet de grève et soutenu verbalement les grévistes lors de la grève menée par l'UAW au début de l'année, alors que Trump a organisé des rassemblements avec des travailleur·ses non syndiqué·es. Fain a commencé à dénoncer publiquement Trump comme un représentant de la « classe milliardaire », hostile à la classe ouvrière.

Trump a clairement exprimé ses opinions antisyndicales lors d'un entretien avec l'entrepreneur Elon Musk sur X en le félicitant d'avoir licencié des travailleurs pro-syndicats. Fain a bien sûr raison au sujet de Trump et du Parti républicain, même si – alors que Biden, Harris et Walz sont loin d'être eux-mêmes des milliardaires – le parti démocrate est lui aussi contrôlé par les 1 %, par les plus riches. Outre l'UAW, certains des plus grands syndicats

des États-Unis, comme le Service Employees International Union (SEIU), l'American Federation of State, County and Municipal Employees (AFSCME) et l'American Federation of Teachers (AFT), ainsi que la fédération syndicale AFL-CIO, soutiennent Harris et Waltz.

### L'action politique indépendante ou le « moindre mal »

Les États-Unis restent le seul pays industriel avancé à ne pas disposer d'un parti ouvrier de masse, socialiste ou communiste ayant des liens forts avec le mouvement ouvrier. La gauche débat depuis des décennies des stratégies de « moindre mal » (voter pour les démocrates comme un moindre mal). Les partisan·nes de cette stratégie affirment que le Parti républicain, historiquement pro-entreprise et antisyndical, est qualitativement pire pour les travailleur·ses et les opprimé·es que le Parti démocrate. Les opposant·es à cette stratégie soulignent l'importance d'une politique indépendante de la classe ouvrière, c'est-à-dire en dehors du Parti démocrate, en soutenant des candidats third-party de gauche qui mènent des campagnes de propagande et soutiennent les luttes actuelles des travailleur·ses et du mouvement social, ainsi que la rupture avec les démocrates.

Pour les élections de 2024, les partisan·nes du « moindre mal » soulignent les dangers d'une nouvelle présidence Trump. Certain·es à gauche ont proposé des systèmes d'échange de votes par lesquels un électeur·ices de Harris dans un État

à majorité démocrate « sûr » (non gagnable par Trump, NDLR) accepterait de voter pour la candidate du Green Party Jill Stein en échange de la promesse d'un·e partisan·e de Stein dans un État « non sûr » de voter pour Harris.

La plus grande organisation socialiste des États-Unis, Democratic Socialists of America (DSA), a résisté à la dynamique du « moindre mal » et n'a pas soutenu de candidat·e. Lors de l'élection présidentielle de 2020, Solidarity, organisation sympathisante de la Quatrième Internationale, a soutenu le candidat du Parti Vert et membre de Solidarity Howie Hawkins. Cette année, il y a eu très peu de soutien au sein de Solidarity pour un vote de « moindre mal » en faveur de Biden. L'organisation socialiste révolutionnaire appelée le collectif Tempest, n'a pas soutenu de candidat·e, mais a publié des articles contre le choix du « moindre mal » sur son site internet.

Jill Stein a appelé à un cessez-le-feu à Gaza et à un embargo sur les armes contre Israël, et a gagné un soutien très important dans la communauté arabo-américaine. Un récent sondage a montré qu'un pourcentage impressionnant de 43 % des Arabes-Américains du Michigan soutiennent Stein. D'autres sondages montrent qu'elle est soutenue par 1 % des électeurs et électrices du Michigan. Stein devrait être présente sur les bulletins de vote dans 35 à 40 des 50 États. Dans plusieurs États, le Parti démocrate s'est efforcé d'exclure Stein et d'autres personnes du scrutin, tan-

dis que les Républicains ont cyniquement déposé une pétition pour que l'intellectuel noir progressiste Cornell West soit inscrit sur le bulletin de vote. Il n'a cependant obtenu l'accès au scrutin que dans une poignée d'États.

### La crise n'est pas finie

Si Trump l'emporte en novembre, nous pouvons nous attendre à des attaques virulentes contre les immigrés et les personnes LGBTQI, à une tentative d'interdiction de l'avortement à l'échelle nationale, à un encouragement de la misogynie et du racisme des nationalistes chrétien·nes blanc·hes, à des attaques contre les syndicats et les droits de vote des minorités, à la suppression de la sécurité des travailleurs et des protections environnementales, et à une augmentation de l'exploration des combustibles fossiles.

Le Projet 2025, préparé par le « groupe de réflexion » de droite Heritage Foundation et des dizaines d'ancien·nes collaborateur·ices de Trump pendant sa présidence est une liste de courses rassemblant toutes sortes de propositions réactionnaires.

La gauche pourra pousser un soupir de soulagement si Harris bat Trump, mais il restera le soutien des États-Unis à Israël, une grave crise du logement, d'énormes inégalités sociales et la tâche historique de construire un mouvement politique de masse de la classe ouvrière et un parti indépendant des partis des classes dominantes.

Kay Mann  
Version abrégée d'un article publié sur le site Inprecor. Coupes de la rédaction. ■

# SOCIO-HISTOIRE DU THÉÂTRE PUBLIC FRANÇAIS: QUESTIONNER L'ENTRE-SOI

Interpellée par son expérience personnelle de l'entre-soi qui règne au sein du théâtre public français, Marjorie Glas, sociologue, a effectué une thèse sur la socio-histoire du théâtre français entre la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à aujourd'hui, publiée sous le titre *Quand l'art chasse le populaire*. Entretien.

**L'un des éléments essentiels du théâtre public est sa représentation comme un espace artistique chargé d'un rôle social envers la population. Pouvez-vous décrire ce dernier et son évolution ?**

On date la naissance d'un théâtre à vocation sociale, c'est-à-dire qui ne s'adresserait pas qu'à la bourgeoisie, mais qui pourrait avoir une vocation émancipatrice, instructive, éducative, et pas seulement divertissante, à la fin du 19<sup>e</sup> siècle. C'est corrélé à l'émergence en Europe du monde syndical et du mouvement marxiste.

Ce théâtre populaire va beaucoup être mis en place dans les usines, sur les lieux de travail, où l'idée est d'utiliser le médium théâtral, tant pour son aspect artistique que pour la maîtrise oratoire qu'il entraîne, ce qui permet aussi aux pratiquant·es de s'affirmer politiquement. Il y a aussi cette idée d'un théâtre qui parlerait au peuple, donc on commence à avoir des auteur·ices, comme Romain Roland, qui commencent à écrire des pièces qui parlent spécifiquement du monde du travail.

Dans les années 1920, ce théâtre-là va être utilisé dans les mouvements d'éducation populaire qui visent à éduquer les classes populaires à travers des outils qui leur donnent du pouvoir pour agir. Il ne s'agit pas d'être dans une éducation où la personne est passive, mais au contraire, c'est la rendre actrice de sa propre vie.

Pourquoi le théâtre ? Parce que le théâtre est un espace, d'une part, de représentation physique, dans lequel on considère que les gens peuvent avoir un rapport critique à la scène. Et puis le théâtre est

aussi, à l'époque, l'art majeur, la discipline majoritaire dans plein de milieux sociaux.

Après la Seconde Guerre mondiale, des troupes de théâtre populaire vont commencer à essaimer la France dans une logique d'opposition aux formes commerciales et privées du théâtre de boulevard, qui est le théâtre bourgeois de l'époque. Bourgeois, parce qu'il ne parle que du monde bourgeois, ne s'adresse qu'aux bourgeois, et qu'en plus il est très cher et considéré abrutissant.

**Vous précisez dans le livre que, dès le départ, le théâtre populaire a été très idéalisé. Néanmoins, vous citez des exemples de pratiques réellement portées vers le prolétariat, notamment dans les communes communistes de la banlieue parisienne : la Couronne-Rouge.**

Lorsqu'on se penche sur les profils des tenant·es du théâtre populaire de l'époque (ceux qui travaillent dans les années 1950-60), on relève qu'on a affaire à des gens formés sur le tas. Ce ne sont pas des gens qui possèdent de grosses formations théoriques. S'ils ont des formations théoriques c'est, pour certains, parce qu'ils ont eu, à travers leur engagement communiste, des lectures marxistes.

Ce sont des gens qui ont été formés, très jeunes, dans la pratique. Ceci les rend aussi très pragmatiques, très ajustables. Ils évoluent dans des économies très fragiles, de bout de ficelle. Il y a donc un très fort enjeu à avoir du public, notamment au niveau financier, à travers la billetterie. Il existe une adaptation et une inventivité forte, moins de dogmatisme, de modèles. C'est là que s'invente l'action culturelle, ou ce que sera l'action culturelle.

Pour revenir à l'exemple de la couronne rouge, on trouve dans ces communes beaucoup de théâtres investis par des militant·es et soutenus par les maires. À Aubervilliers, par exemple, le théâtre de la Commune va mettre en place un travail de création de troupes d'ouvrier·es. L'idée étant qu'on mélange, en fait, ouvrier·es et artistes pour travailler ensemble. L'idée est de se dire : au fond, on n'emmènera pas les gens au théâtre tant qu'ils n'auront pas été traversés par l'expérience théâtrale. En les amenant à jouer, à raconter leur expérience, on en fait également des spectateur·ices. Il y a vraiment cette idée

de parcours, de se dire : on ne peut pas leur montrer tout d'un coup une pièce contemporaine. Ça ne peut pas leur parler tout de suite.

Ces tentatives fonctionnent plus ou moins. On a beaucoup, dans les archives, comme dans les entretiens que j'ai pu faire, de retours sur la difficulté de diversifier les publics. Jacques Kramer, qui a fondé le Théâtre populaire de Lorraine, raconte, par exemple, qu'il allait en usine et qu'en fait il n'y avait que les camarades du Parti Communiste qui venaient pour lui faire plaisir et ils se faisaient chier ! Et, voilà, il y a du monde qui vient et pour autant, ce n'est pas non plus majoritaire. Ça reste une pratique de « prolétaires éclairés », c'est-à-dire d'ouvrier·es qui ont eu accès à la culture par le syndicat. Ça montre aussi à quel point la question des relais, notamment politiques et syndicaux, est importante.

J'ai retrouvé des chiffres de fréquentation. Par exemple, à Aubervilliers, on monte à 18 % d'ouvrier·es. Aujourd'hui, on est en moyenne à 5-6 % dans les théâtres en France. Donc, c'est quand même largement supérieur, et ce dans un contexte où le théâtre était perçu comme un divertissement ultra bourgeois. Ce n'est quand même pas rien d'avoir en quelques années quasiment un cinquième de la salle qui est composé d'ouvrier·es. On reste néanmoins dans une proportion minoritaire qui souligne les difficultés rencontrées.

Le Théâtre de Vidy a présenté en avril 2023 la pièce *Boom* du collectif Luxe ZAD du Mormont. Deux mois plus tard, le Théâtre évacuait le collectif 43 m<sup>2</sup> cafétéria du théâtre pour alerter sur le manque d'hébergement d'urgence à



Les années 1960 représentent un tournant pour le théâtre français. Quels en sont les points saillants ?

Émergent à partir des années 1960 des profils beaucoup plus diplômés, des gens comme Patrice Chéreau, Jean-Pierre Vincent, etc. Elles et eux sortent de lycées parisiens très prestigieux et viennent de milieux très fortement dotés scolairement et socialement. Ce point est important puisque le côté pragmatique de la première génération fonctionnait précisément parce qu'elle n'était pas dogmatique, ce n'étaient pas des théoricien·nes, c'était des faiseur·ses.

Avec ces profils universitaires, on a désormais affaire à des théoricien·nes qui possèdent une culture générale et une connaissance de l'art très approfondie. Pour elleux, le travail d'innovation ne va pas tant se situer dans la manière de travailler auprès du public, même si c'est quelque chose qui reste important pour elleux, mais plutôt dans la question de l'innovation formelle. Ils ont un rapport très expert à la question esthétique, ce qui n'était pas du tout le cas, ou beaucoup moins, avant.

La deuxième chose, c'est l'arrivée de nouvelles esthétiques venues de l'étranger via, notamment, le Festival international de Nancy. Ce renouvellement esthétique se retrouve également en littérature à travers l'apparition du nouveau roman, en cinéma avec la nouvelle vague, etc. Toutes ces nouvelles

esthétiques vont aller vers l'idée d'un éclatement de la narration et du récit. La question esthétique, plastique des spectacles gagne en importance au détriment du texte qui devient un peu secondaire. C'est-à-dire, qu'à partir du moment où on éclate la narration, de toute façon, la question de la compréhension de la pièce est tout à fait secondaire.

Ce mouvement est aussi rendu possible par un contexte intellectuel global tourné vers le structuralisme. Ce courant n'avait pas eu beaucoup de succès en France jusqu'à la fin des années 1960, puisque le courant marxiste y était très opposé. Les milieux intellectuels français sont baignés, durant les années 1960, dans le marxisme. Il y a énormément d'artistes qui sont encartés au Parti communiste ou qui sont maoïstes. Mais, progressivement, le structuralisme va supplanter les mouvements marxistes et va permettre de légitimer l'intérêt porté à la forme plutôt qu'au fond.

#### Comment vont continuer ces évolutions durant les années 1980 ?

D'une part, la consécration de la forme va continuer à s'imposer au sein du champ théâtral, d'autre part, on assiste à une invisibilisation des classes populaires dans l'espace public, dans le débat public. Et ici la faute n'est pas seulement imputable au monde du théâtre, mais plus globalement aux Partis de gauche qui, de manière délibérée, décident d'abandonner les classes populaires comme cible prioritaire, au profit de la classe moyenne, qui est d'ailleurs la population qui vote aujourd'hui en France pour la gauche.

Il y a également tout un discours néolibéral, qui affirme qu'avec le libéralisme, au fond, les classes populaires auraient disparu au profit d'une moyennisation de la société, c'est-à-dire qu'il n'y aurait que des classes moyennes. Tout cela est aggravé, évidemment, par l'effondrement de l'URSS, qui a fait disparaître la notion de lutte des classes. En parallèle, on découvre tout ce qui s'est passé dans le bloc soviétique, ce qui affaiblit d'autant plus la légitimité du discours marxiste.

Actuellement, le théâtre thématise beaucoup de luttes sociales (écologie, antiracisme, luttes LGBT+, etc). Ces nouvelles thématiques réussissent-elles à

#### élargir les publics et à repolitisser le théâtre public ?

À partir de la fin des années 1980, début 1990, on voit émerger de plus en plus un théâtre de causes, ou en tout cas, un théâtre qui va défendre des causes. Des causes humanitaires, par exemple, sur la guerre de Bosnie, entre 1992-1995, ou autour, de la problématique des migrant·es, dès les *Boat-people*. Les thématiques de luttes politiques sont extrêmement présentes dans le théâtre public. Ceci au gré des mobilisations qui arrivent à s'imposer dans l'espace médiatique.

Récemment la question des femmes, la question des LGBT+, la question du genre ont pris en importance. Pour autant, si les thématiques se sont diversifiées, le public lui n'a pas changé. Je trouve qu'aujourd'hui beaucoup de théâtres considèrent qu'ils sont dans le politique et dans l'inclusif uniquement parce qu'ils traitent de ces sujets. Ça, c'est un peu un problème, parce que ces sujets, certes fondamentaux, deviennent des paravents, des faire-valoir.

On en revient à la question de la forme. On peut donner un vernis à cette forme, mais si ça s'adresse toujours à un public extrêmement restreint et déjà convaincu, l'effet politique est très faible. On est dans un monde professionnel qui s'est cristallisé sur cette opposition entre action culturelle et création. Malgré les discours actuels sur l'inclusion, structurellement le monde théâtral est pris dans des contradictions fondamentales et un entre-soi.

C'est ça qui est difficile à entendre souvent : au-delà des discours, il faut regarder les pratiques. Ce que j'essaie de montrer, c'est que tant qu'on ne réfléchit pas aux valeurs et aux croyances, notamment cette croyance dans un art intrinsèquement émancipateur, cet idéal du choc esthétique, etc, eh bien, ça va être compliqué de repenser la question de la relation entre l'art et le public. Et quand je dis ça, je ne dis pas qu'il n'est pas possible de montrer de l'avant-garde un public populaire, mais que c'est un processus qui se travaille.

Propos recueillis par  
Clément Bindschaedler



Marjorie Glas,  
*Quand l'art chasse le populaire : Socio-histoire du théâtre public en France depuis 1945*, Paris, Agone, 2023

À lire Écologie

## POUR UNE ÉCOLOGIE DE RUPTURE(S)

La fondation Copernic a élaboré un court ouvrage qui constitue une excellente introduction aux enjeux écologiques contemporains.

Les catastrophes provoquées ou amplifiées par le dérèglement climatique se succèdent à un rythme terrifiant. L'ampleur des dévastations contraste avec la faiblesse du mouvement climatique. Capitalisme vert et technosolutionnisme semblent momentanément avoir gagné la bataille idéologique. Dans ce contexte, il est nécessaire de poser quelques bases théoriques pour clarifier le cadre dans lequel nous devons avancer les revendications de notre camp social. Le petit ouvrage publié par la Fondation Copernic vise exactement ce but.

Après un constat bien sombre, qui va nous « obliger à revoir les conditions mêmes de vivre dans ce monde », le texte central du livre, « *Rompre avec le capitalisme, rebâtir de fond en comble* » précise ce que recouvre la notion d'« écologie de rupture ». Entrecoupé de courts encarts didactiques – « le concept de nature », « la neutralité carbone » ou « la valeur de l'eau » par exemple – le texte démontre la responsabilité historique de la logique capitaliste et l'impasse des solutions qui passent par la marchandisation, contre laquelle il s'agit d'« élargir constamment les espaces au sein desquels la maîtrise des choix collectifs sera possible ».

Les chapitres suivants précisent les notions de planification écologique (« stratégie ou simulacre ? ») et de décroissance (« subie ou choisie ? »). Notre camarade Claude Calame conclut l'ouvrage par une critique de l'essentialisation promue par certains courants de l'écoféminisme. **nw**



Pascal Gassiot (coord.), Martine Billard, Claude Calame, Jean-Marie Harribey, Pierre Khalifa, *Pour une écologie de rupture(s)*, Vulaines sur Seine, Éditions du Croquant, 2023, 137 p.

...x, qui évoque la lutte de la  
qui s'était installé dans la  
Lausanne...



Nora Rupp

JAB  
CH-1211 Genève 2  
P.P. / Journal

**L'APOSTROPHE**  
Journal solidaritéS - Case postale 2089 - 1211 GENEVE 2

# solidaritéS

# 439

27 09  
2024

C'est quoi ce journal ?

**V**ous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste solidaritéS, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel.

Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse

romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement,

politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir!

Abonnez-vous !

## Abonnements

# SOUTENEZ-NOUS, ABONNEZ-VOUS!

- Annuel fr. 80
- Étudiant-e-s, AVS, AI Chômeurs-euses 40
- Soutien 150
- 3 mois à l'essai gratuit!

**Vous pouvez vous abonner sur Internet:** [solidarites.ch/abonnement](https://solidarites.ch/abonnement)

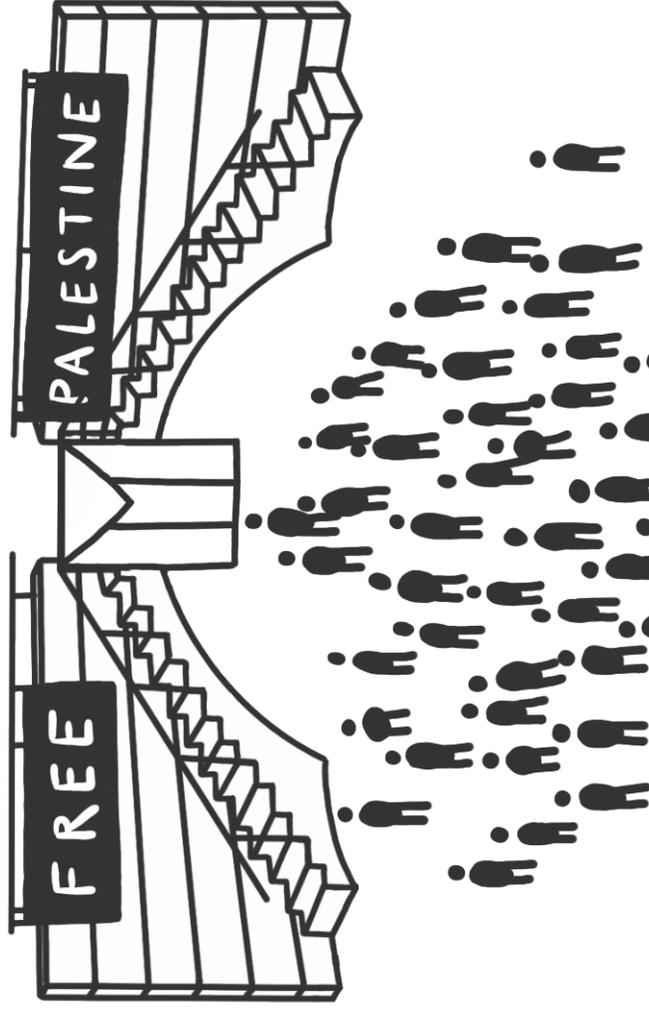
**Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:**

→ **solidarités**  
**Case Postale 2089**  
**1211 Genève 2**  
**ou [abos@solidarites.ch](mailto:abos@solidarites.ch)**  
**ou +41 22 740 07 40**

## Sommaire

<b>3</b>	<b>National</b> Diplomatie suisse pro-israélienne	<b>4</b>	<b>Vaud</b> Transports publics: gratuits ou presque, pour le Conseil d'Etat, c'est toujours non	<b>5</b>	<b>Genève</b> MARAD: révolte, justice et solidarité	<b>6-7</b>	<b>Histoire</b> Une étude sur le Parti socialiste suisse face aux crises et au néolibéralisme	<b>8</b>	<b>National</b> Le loup a bon dos	<b>9</b>	<b>Écologie</b> L'Amazonie entre destruction environnementale et espoirs politiques	<b>10</b>	<b>Queer</b> Comprendre et combattre la transphobie	<b>11</b>	<b>International</b> Offensive militaire et annexion continue en Cisjordanie	<b>12-13</b>	<b>International</b> Les dynamiques de l'élection présidentielle étatsunienne	<b>14</b>	<b>Culture</b> Socio-histoire du théâtre public français: Questionner l'entre-soi	<b>15</b>	<b>À lire</b> Pour une écologie de rupture(s)
----------	--	----------	--	----------	--	------------	--	----------	--------------------------------------	----------	--	-----------	--	-----------	---	--------------	--	-----------	--	-----------	--

La direction de l'Université de Genève censure et menace la rai... des associations de l'Unige au motif de ce dessin dans l'agenda qu'elle distribue. Cette censure est calomnieuse car ce slogan ne vise qu'à défendre la fin de la domination coloniale israélienne et l'égalité de toutes sur l'ensemble de la Palestine. Une censure qui est aussi le signe d'attaques antisyndicales et contre les associations qui, comme souvent, visent les minorités pour s'attaquer aux droits démocratiques du plus grand nombre.



# FROM THE SEA TO THE SEA